



Investir dans les populations rurales

Consultation sur la Quatorzième reconstitution des ressources du FIDA

Première session
Rome, 7-8 mai 2026

Synthèse de la présidente de la Consultation: Première session de la Consultation sur la Quatorzième reconstitution des ressources du FIDA

Cote du document: IFAD14/1/INF.4/Rev.1

Date: 19 juin 2026

Distribution: Publique

Original: Anglais

POUR: INFORMATION

Questions techniques:

Åslaug Marie Haga

Présidente externe
courriel: aslaug.marie.haga@gmail.com

Ronald Hartman

Directeur
Division de l'engagement, des partenariats et de la
mobilisation des ressources à l'échelle mondiale
courriel: r.hartman@ifad.org

Raniya Sayed Khan

Responsable principale des partenariats, reconstitution
des ressources
Division de l'engagement, des partenariats et de la
mobilisation des ressources à l'échelle mondiale
courriel: raniya.khan@ifad.org

Charlotte Thumser

Analyste des partenariats, reconstitution des
ressources
Division de l'engagement, des partenariats et de la
mobilisation des ressources à l'échelle mondiale
courriel: c.thumser@ifad.org

Des informations complémentaires sur la reconstitution des ressources sont disponibles à l'adresse <http://www.ifad.org/fr/reconstitution-des-ressources>

Synthèse de la présidente de la Consultation: Première session de la Consultation sur la Quatorzième reconstitution des ressources du FIDA

1. Les membres de la Consultation sur la Quatorzième reconstitution des ressources du FIDA (FIDA14) et la direction du FIDA se sont réunis à Rome, en modalité hybride, les 7 et 8 mai 2026. La session avait pour objet d'examiner les progrès accomplis par le Fonds à mi-parcours de FIDA13; d'étudier l'offre et le cadre financier proposés pour FIDA14; d'examiner les enseignements tirés par le Bureau indépendant de l'évaluation du FIDA concernant l'efficacité opérationnelle et institutionnelle de FIDA11 et FIDA12; et de débattre de l'approche proposée concernant les engagements en faveur du développement, les mesures contrôlables et le Cadre de gestion des résultats.
2. Après l'ouverture de la session par la présidente externe Åslaug Marie Haga, le Président du FIDA a prononcé une déclaration liminaire, dans laquelle il a réaffirmé que, dans un contexte marqué par l'aggravation des chocs mondiaux, le resserrement des marges de manœuvre budgétaire et l'intensification des risques pesant sur les petits producteurs, FIDA14 offrait une occasion décisive de renforcer à grande échelle les marchés, l'emploi et la résilience en milieu rural, et de tirer parti de la collaboration avec le secteur privé et de l'innovation, tout en préservant la concessionnalité des financements et le mandat du FIDA au service de la lutte contre les causes structurelles de la pauvreté et de l'insécurité alimentaire dans les zones rurales.
3. Le second jour de la session, un échange avec les directeurs régionaux du FIDA a permis de mieux cerner les réalités opérationnelles de FIDA13 et de comprendre comment l'expérience opérationnelle de l'institution avait contribué à façonner les priorités proposées pour FIDA14.
4. Les membres ont salué la présence d'autres institutions financières internationales et de la Commission européenne, qui participeraient à cette session et aux prochaines sessions de la Consultation sur FIDA14 en qualité d'observateurs sans droit de parole.
5. L'ordre du jour a été adopté sans modification.

I. FIDA13 à mi-parcours

6. La direction a présenté les points saillants de l'examen à mi-parcours de FIDA13, en précisant que l'état des contributions en faveur de FIDA13 avait été publié pour information. Les délégués se sont félicités de pouvoir aborder les difficultés rencontrées et les enseignements tirés en amont de FIDA14, et ont salué la direction pour les progrès accomplis jusqu'alors, notamment au regard d'un contexte mondial exceptionnellement difficile marqué par les chocs climatiques, la fragilité, l'instabilité géopolitique et les restrictions budgétaires. Plusieurs membres ont relevé que les résultats témoignaient d'une dynamique soutenue, d'un bon effort de concentration des décaissements au début des programmes et d'une amélioration de l'exécution opérationnelle par rapport aux cycles précédents.
7. Les membres et la direction sont convenus que les enseignements tirés de l'examen à mi-parcours orienteraient l'exécution du programme durant le reste du cycle de FIDA13, selon une logique de gestion évolutive, et contribueraient, avec l'expérience acquise lors des cycles précédents, à éclairer l'élaboration de l'offre de FIDA14. Cela étant, plusieurs délégués ont souligné que l'évaluation des résultats après seulement un an de mise en œuvre était par nature limitée, et ont appelé à interpréter les résultats et les tendances avec prudence.

8. Les délégués se sont félicités de la bonne performance du FIDA au regard des objectifs d'allocation des ressources en faveur de pays à faible revenu et à revenu intermédiaire de la tranche inférieure, de l'Afrique et des contextes de fragilité, et ont salué les progrès accomplis en matière de résilience, d'action climatique, de décentralisation, de partenariats et de réformes institutionnelles. La discipline financière et la résilience du portefeuille ont également été saluées. De nombreux délégués se sont félicités des avancées réalisées en matière d'autonomisation des femmes et d'inclusion sociale, tout en relevant qu'il restait des progrès à faire en matière de nutrition, de résultats liés au genre et d'intervention auprès des personnes handicapées et des peuples autochtones. Les plans d'action adoptés dans ces domaines ont été salués, plusieurs délégués appelant également à les mettre en œuvre rapidement et efficacement et à intégrer systématiquement ces enjeux dans les programmes d'options stratégiques pour les pays et dans la conception des projets.
9. Les membres ont exprimé des préoccupations concernant l'efficacité opérationnelle, l'optimisation des ressources et la qualité de l'exécution, certains soulignant que toute augmentation des dépenses devrait être clairement étayée par des preuves d'efficacité, de rationalisation des coûts et de résultats. La direction a été encouragée à compléter les indicateurs de dépenses par des mesures plus fiables du rapport coûts-avantages. Les membres ont également relevé des difficultés persistantes touchant les capacités de gestion des programmes, les systèmes de données, la gestion des connaissances, l'état de préparation opérationnelle, la passation des marchés, la qualité de la conception, et le réalisme des délais de conception et d'exécution des projets.
10. La plupart des membres ont salué le FIDA pour ses très bons résultats en matière d'adaptation climatique, et pour son net avantage comparatif dans les domaines de la conception et de l'exécution. Certains membres ont exprimé l'avis selon lequel l'atténuation devrait être une priorité. Cependant, beaucoup ont souligné que les petits producteurs n'avaient encore guère accès aux financements climatiques, et ont appelé à une mobilisation accrue au moyen des partenariats (notamment avec les fonds climatiques verticaux), des contributions additionnelles de base pour le climat et du Programme élargi d'adaptation de l'agriculture paysanne (ASAP+).
11. Les délégués ont réaffirmé qu'il importait que le FIDA intervienne dans les contextes de fragilité ou de conflit et mette l'accent sur le renforcement de la résilience, notamment en étroite coordination avec ses partenaires, suivant les mandats complémentaires de chacun. Les obstacles à l'exécution dans les situations de fragilité ont été mis en avant, de même que la nécessité d'adapter les approches, de simplifier la conception et de renforcer l'appui à la mise en œuvre.
12. De l'avis général, la collaboration avec le secteur privé était indispensable pour intensifier l'impact et pérenniser les résultats. À cet égard, l'évolution des opérations souveraines et non souveraines et l'attention croissante accordée aux microentreprises et aux petites et moyennes entreprises ont été bien accueillies. Des lacunes ont toutefois été relevées en ce qui concerne l'exécution, la mobilisation des ressources et la transposition à plus grande échelle par l'intermédiaire du secteur privé. Les membres ont encouragé la direction à poursuivre ses efforts pour lever les obstacles, affiner les méthodes de suivi de la mobilisation et assurer une véritable complémentarité entre les portefeuilles souverain et non souverain.

II. Projet de rapport de la Consultation sur la Quatorzième reconstitution des ressources du FIDA

A. Offre de FIDA14

13. La direction a tout d'abord présenté l'orientation et les priorités du cadre de FIDA14. Les délégués ont salué la qualité du projet de rapport sur FIDA14 et l'orientation générale du cadre proposé, notant que celui-ci s'inscrivait dans la continuité de FIDA13 et des cycles précédents, et qu'il mettait l'accent sur les marchés, l'emploi rural et la résilience en s'appuyant sur la collaboration avec le secteur privé, les partenariats et l'innovation. De nombreux délégués ont souligné que ce cadre démontrait de manière convaincante l'importance de l'investissement rural en dehors du seul secteur agricole, notamment pour la stabilité, l'emploi et la croissance inclusive.
14. Plusieurs membres ont souligné qu'il fallait continuer à mettre résolument l'accent sur les pays et les populations les plus pauvres, en particulier les pays à faible revenu et à revenu intermédiaire de la tranche inférieure, l'Afrique, les contextes de fragilité et les petits États insulaires en développement. D'autres ont mis en avant l'importance de l'approche différenciée du FIDA à l'égard des pays à revenu intermédiaire et des pays à revenu intermédiaire supérieur, fondée sur l'échange de connaissances, la participation à l'élaboration des politiques, la coopération Sud-Sud et triangulaire, les investissements catalyseurs et l'extension des modèles concluants. Certains délégués ont demandé à envisager que le projet de rapport mentionne la Politique du FIDA en matière de reclassement.
15. Les marchés, l'emploi et la résilience ont été considérés comme les éléments centraux de l'avantage comparatif du FIDA, en particulier pour relier les acteurs du premier kilomètre à des flux financiers plus larges. Au cours des échanges, les membres ont formulé plusieurs indications sur la marche à suivre:
 - a) S'agissant des marchés et de l'emploi, les membres ont mis en lumière l'importance de filières inclusives, de l'emploi rural et des débouchés pour les jeunes, et ont appelé à renforcer les liens entre productivité, emploi et accès aux marchés, tout en reconnaissant les potentielles incompatibilités entre les technologies permettant d'économiser de la main-d'œuvre et la création d'emplois.
 - b) Concernant la résilience, les membres ont appelé à davantage de clarté conceptuelle et à une meilleure hiérarchisation des priorités. Ils ont également souhaité que la sécurité hydrique, la biodiversité, les systèmes de production durables et les opérations dans les contextes de fragilité ou de conflit soient davantage intégrés, notamment en partenariat avec d'autres acteurs.
 - c) Au sujet du secteur privé, de nombreux membres ont insisté sur le fait que les opérations non souveraines devaient rester guidées par la mission du FIDA, en respectant le principe d'additionnalité et en apportant des avantages concrets aux petits producteurs, aux femmes et aux jeunes, et ont reconnu l'avantage comparatif du Fonds dans sa capacité à intervenir dans les contextes de fragilité. La poursuite des travaux sur les méthodes de suivi de la mobilisation du secteur privé et des résultats obtenus a également été encouragée.
 - d) Concernant l'innovation et la technologie, les membres ont souligné que l'innovation devait être axée sur l'impact et fondée sur la demande. Certains membres ont appelé à tirer parti de la coopération Sud-Sud et triangulaire pour élargir l'accès à des solutions modulables.
 - e) S'agissant de l'inclusion sociale et du ciblage intégré, plusieurs membres ont appelé à mettre davantage l'accent sur l'autonomisation des femmes, la

nutrition et les jeunes en tant que moteurs d'une transformation rurale inclusive dans le cadre de FIDA14. D'autres ont plaidé pour une plus grande prise en compte des peuples autochtones et des personnes handicapées. Certains membres ont demandé plus d'éclaircissements sur les implications du passage d'une logique de transversalisation à une logique d'intégration.

- f) De nombreux membres ont exhorté le FIDA à continuer de renforcer les partenariats dans l'ensemble du système multilatéral, notamment avec les banques multilatérales de développement, les institutions financières internationales, les banques publiques de développement, les entités des Nations Unies et les organismes ayant leur siège à Rome, sans oublier le secteur privé. Plusieurs membres ont encouragé le Fonds à participer activement aux échanges relatifs à l'initiative ONU80 et à maintenir le cap sur le renforcement de l'efficacité.
 - g) Les délégués ont souligné le rôle du FIDA en tant qu'intermédiaire financier et assembleur de financements, en particulier en contexte de contraintes financières.
16. Certains délégués ont préconisé une simplification du cadre, une réduction de la complexité au niveau des pays, une hiérarchisation plus claire des interventions et une mise en adéquation des objectifs, des orientations et des ambitions avec des engagements stratégiques clairs, des mesures contrôlables et un Cadre de gestion des résultats réaliste.

B. Cadre financier de FIDA14

17. Les membres ont salué la présentation par la direction du cadre et des scénarios de financement proposés pour FIDA14, et se sont félicités que ces propositions reposent sur la solide performance financière, la gestion prudente des risques et la note de crédit AA+ du FIDA. La direction et les délégués sont convenus que les ressources de base au titre de la reconstitution devaient rester le socle de FIDA14, afin que le Fonds puisse rester concentré sur les pays à faible revenu et à revenu intermédiaire de la tranche inférieure, les contextes de fragilité et l'Afrique, tout en préservant un haut degré de concessionnalité et une part importante de dons. Cela étant, certains délégués ont souligné l'importance de poursuivre la collaboration avec les pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure.
18. Plusieurs délégués ont appelé à concilier ambition et réalisme, certains demandant l'ajout d'un scénario tablant sur un niveau de reconstitution inférieur à celui de FIDA13, afin de refléter plus fidèlement les restrictions budgétaires pesant sur les contributeurs. Un État membre a cependant fait remarquer qu'un niveau de reconstitution inférieur à celui de FIDA13 risquait d'affaiblir l'ambition et l'impact du FIDA, et a encouragé la direction à présenter une hypothèse haute au moins aussi ambitieuse. Certains membres ont rappelé que l'accès à des financements à des conditions abordables demeurait essentiel pour de nombreux pays emprunteurs, notamment ceux en proie au surendettement. La direction a confirmé que d'autres scénarios seraient élaborés, ce qui permettrait également d'illustrer clairement les arbitrages entre les différentes hypothèses, notamment les incidences sur l'ampleur des programmes, le degré de concessionnalité, les allocations et les résultats.
19. Les membres ont souligné l'importance de préserver la viabilité financière du FIDA, notamment grâce à l'optimisation des fonds propres utilisables, à un recours maîtrisé à l'effet de levier et au respect constant des seuils fixés par les agences de notation. Plusieurs membres ont demandé des précisions supplémentaires sur les recettes prévues, l'évolution des coûts, les conditions et les incitations liées aux prêts (y compris les commissions d'engagement), et sur la manière dont ces éléments contribueraient à améliorer la qualité de la mise en œuvre, l'efficacité des décaissements et les incitations pour les pays.

20. Certains membres ont mis en avant l'importance croissante des opérations non souveraines pour la réalisation du mandat du FIDA, la mobilisation des investissements privés et le renforcement des liens entre les portefeuilles souverain et non souverain. Plusieurs membres se sont prononcés en faveur d'une augmentation progressive de l'enveloppe consacrée aux opérations non souveraines. Un certain nombre se sont déclarés favorables à ce que le FIDA reste un partenaire de confiance dans l'acheminement des financements climatiques, notamment grâce aux contributions additionnelles de base pour le climat, au programme ASAP+, aux fonds verticaux et aux instruments innovants.
21. Plusieurs délégués ont exprimé leur soutien à l'élargissement progressif de la palette d'instruments financiers du FIDA, certains demandant davantage d'éclaircissements et de discussions, notamment concernant la poursuite de l'examen des émissions publiques compte tenu de l'expérience concluante du Fonds en matière de placements privés, tout en soulignant que le respect du mandat dépendait moins de l'origine des financements que de la manière dont les ressources étaient allouées et utilisées.

III. Évaluation au niveau de l'institution sur FIDA11 et FIDA12 par le Bureau indépendant de l'évaluation du FIDA

22. De nombreux délégués ont accueilli favorablement le rapport et la présentation de l'évaluation au niveau de l'institution sur FIDA11 et FIDA12 réalisée par le Bureau indépendant de l'évaluation du FIDA, et ont réaffirmé l'importance d'une fonction d'évaluation forte et indépendante, considérée comme l'un des fondements de la reddition de comptes et de l'apprentissage institutionnel au FIDA.
23. Les délégués ont relevé avec satisfaction les effets positifs de la décentralisation, de la présence renforcée sur le terrain et de la planification des effectifs, soulignant le rôle joué par les bureaux de pays dans l'appui aux capacités locales de mise en œuvre, le maintien de la continuité opérationnelle et l'adoption d'approches plus adaptées, notamment dans les contextes de fragilité. Les membres ont insisté sur la nécessité de doter les bureaux de pays de ressources et d'effectifs suffisants pour préserver l'impact des interventions et rester proches des zones rurales, et ont encouragé à poursuivre la réflexion sur les instruments et les modèles de partenariat les plus efficaces, notamment à la lumière d'exemples d'impacts pouvant être reproduits à plus grande échelle, tels que les initiatives menées auprès des peuples autochtones.
24. En outre, les membres ont relevé la persistance du décalage entre le niveau d'ambition et la mise en œuvre, qui posait notamment des problèmes de surengagement, de hiérarchisation des priorités et d'optimisation des ressources. Ils ont demandé davantage de précisions et une ventilation plus détaillée des facteurs de coûts, compte tenu de la difficulté d'évaluer l'efficacité au regard du volume des prêts et du niveau d'exposition. La plupart des membres ont soutenu les recommandations formulées par le Bureau indépendant de l'évaluation du FIDA en faveur d'un chiffrage plus précis des engagements, d'un renforcement de la budgétisation axée sur les résultats et d'une synchronisation plus étroite entre les cycles de programmation, de budgétisation et de reconstitution.

25. Les membres ont exprimé des points de vue divergents concernant l'optimisation, l'ampleur et la croissance du bilan, certains insistant sur l'optimisation de l'utilisation des capitaux plutôt que sur la croissance comme fin en soi, d'autres sur la préservation de la concessionnalité, et d'autres encore sur le maintien de solides mécanismes de gouvernance, de supervision et de gestion des risques dans le cadre de l'évolution du modèle financier du FIDA. Dans l'ensemble, les membres ont encouragé le Fonds à resserrer davantage son orientation stratégique, à hiérarchiser plus rigoureusement ses priorités et à renforcer ses partenariats afin de consolider son efficacité, sa légitimité et sa viabilité à l'avenir.

IV. Approche proposée concernant les engagements et le cadre de gestion des résultats y relatif

26. La Consultation a également débattu de l'approche proposée concernant les engagements et le Cadre de gestion des résultats. Dans l'ensemble, les membres ont accueilli favorablement l'orientation générale, relevant que l'approche proposée s'appuyait sur les enseignements tirés, accordait une plus grande place à la sélectivité et à la simplification, et renforçait le rôle de l'architecture de résultats comme outil de gestion de la performance et de reddition de comptes. Plusieurs membres ont souligné l'importance de maintenir une distinction claire entre les engagements stratégiques, les mesures contrôlables et les indicateurs du Cadre de gestion des résultats, mettant en garde contre le risque d'alourdir excessivement le cadre et insistant sur l'intérêt d'en préserver l'idée-force, la cohérence et la crédibilité.
27. De nombreux membres ont salué la simplification des indicateurs, notamment au Niveau 3, et apprécié l'attention accrue accordée aux indicateurs de Niveau 2 relatifs aux effets directs et à l'impact, tout en soulignant la nécessité de concilier ambition, faisabilité de la mise en œuvre et disponibilité des données. Par ailleurs, des membres ont formulé quelques suggestions spécifiques, visant notamment à renforcer la clarté méthodologique et la transparence avant l'établissement des cibles définitives, à préciser les critères et les exemples relatifs aux engagements et à améliorer le suivi de la mise en œuvre des engagements au fil du temps. Plusieurs membres ont insisté sur l'importance de disposer de données fiables et ventilées et d'assurer un suivi axé sur les résultats pour favoriser l'apprentissage, la gestion évolutive et la reddition de comptes.
28. Plusieurs membres ont suggéré de compléter ou d'ajuster les indicateurs dans certains domaines thématiques, notamment l'emploi, la nutrition, l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes, la mobilisation du secteur privé, la résilience climatique et la durabilité environnementale, la gestion des connaissances, la transparence et la reddition de comptes. Un État membre a fait observer que le ciblage devrait être circonscrit aux activités strictement liées au mandat de base de l'institution. Certains membres ont insisté sur le fait que les thématiques transversales, notamment l'action climatique et l'inclusion sociale, devaient continuer d'être adéquatement prises en compte dans le Cadre de gestion des résultats et ne pas perdre en visibilité du fait de la simplification. À cet égard, plusieurs membres ont demandé des précisions sur les implications concrètes du passage d'une logique de transversalisation à une logique d'intégration.
29. La direction a pris note des orientations et suggestions formulées et a confirmé qu'elle continuerait d'examiner et d'affiner le Cadre de gestion des résultats de FIDA14. Les propositions relatives aux engagements et aux mesures contrôlables seraient communiquées à la réunion informelle prévue le 15 juin.

V. Déclaration finale

30. Dans ses observations finales, le Président du FIDA est revenu sur la reconnaissance commune de l'urgence d'investir dans les communautés rurales et sur le large soutien exprimé à l'égard du mandat du Fonds, des priorités et du cap proposé pour FIDA14. Il a souligné que la mobilisation des États membres et les choix responsables qui seraient faits dans les mois à venir seraient déterminants pour que les ambitions se concrétisent en un impact fiable et durable. La présidente de la Consultation a présenté les prochaines étapes, notamment la tenue de la réunion informelle le 15 juin, dans le but de poursuivre les échanges sur les engagements, les mesures contrôlables et les scénarios financiers. Elle a remercié les États membres, les interprètes et le personnel du FIDA d'avoir contribué au succès de la première session.